

Réforme du commerce et de l'OMC

Priorités des syndicats pour 2021

La conférence ministérielle de l'OMC de 2021 doit ouvrir la voie à une véritable réforme.

L'OMC et ses États membres ont un rôle primordial à jouer dans la gouvernance économique mondiale mais il n'est plus possible de laisser le travail faiblement rémunéré et relevant de l'exploitation continuer de générer des bénéfices à l'échelle mondiale et d'exclure des milliards de personnes des retombées commerciales qui ne profitent qu'à une minuscule élite. Les règles actuelles du commerce et leur influence sur l'économie mondiale engendrent des inégalités extrêmes et favorisent des conditions de production souvent déshumanisantes et proches de l'exploitation, dépourvues d'un socle mondial de droits humains et de droits du travail. Ces règles du commerce encouragent en outre une consommation et un gaspillage qui accélèrent la dégradation de l'environnement et le changement climatique, aggravent l'impuissance des groupes déjà privés de droits, la persistance de la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

L'OMC est en crise et un changement fondamental doit s'opérer, faute de quoi le manque de confiance des citoyens à l'égard de la mondialisation ne fera qu'exacerber le désespoir et l'agitation sociale, et fragilisera un peu plus la démocratie.

Depuis sa création en 1995, l'OMC cherche avant tout à libéraliser davantage le commerce sans tenir compte des conséquences sociales et environnementales. La prospérité partagée, les droits humains, les droits du travail et la préservation de la planète sont des éléments qui ne doivent plus être ignorés. Ils doivent au contraire être placés au centre du système commercial mondial. Les entreprises doivent changer de modèle et les gouvernements membres de l'OMC doivent assumer leur responsabilité de protéger les travailleurs et les travailleuses.

Afin que l'OMC retrouve sa légitimité et son importance, la CSI exhorte l'organisation et ses membres à adopter pleinement l'Agenda du travail décent de l'OIT au sein du système commercial mondial en prenant en considération les mesures suivantes:

Définir un niveau plancher de concurrence équitable qui repose sur des engagements faisant largement consensus en termes de travail et d'environnement, tels que la Déclaration de l'OIT sur les principes et les droits fondamentaux au travail de 1998 et les normes sur la sécurité et la santé au travail se rapportant à ces questions.

Mettre au point des modèles de contrôle et de conformité exigeant que les gouvernements et les entreprises endossent la responsabilité de faire respecter les normes internationales du travail.

Créer des plateformes assurant un dialogue social efficace qui garantisse que la politique commerciale reflète les intérêts de toutes les parties intéressées.

Plusieurs membres de l'OMC ont amorcé une discussion en vue de réformer l'OMC. Le mouvement syndical voit dans cette initiative l'opportunité de réaligner les règles du système commercial mondial sur les demandes exposées ci-dessus et sur les objectifs de l'Agenda 2030 du développement durable pour agir de toute urgence contre la crise climatique, l'exploitation et les inégalités de revenu.

En plus de conclure le Programme de Doha pour le développement et de réformer l'Accord sur l'agriculture, la réforme devrait chercher à améliorer la coopération entre l'OIT et l'OMC et définir un **niveau plancher de concurrence assorti de mécanismes de renforcement des capacités et de normes exécutoires en matière de travail et d'environnement**.

Toutes les nouvelles négociations multilatérales et plurilatérales devraient comporter des **évaluations d'impact de la durabilité** qui analysent leur incidence probable sur le travail décent, la part des revenus du travail, les inégalités, en examinant notamment le genre, l'environnement et d'autres Objectifs de développement durable. Ces évaluations devraient être réalisées au début des négociations afin d'orienter les efforts des parties pour maximiser la création d'emplois convenables et atténuer tout éventuel effet négatif. Lorsque les évaluations d'impact indiquent qu'un accord risque de produire un déficit de travail décent, ou s'il n'est pas possible d'en limiter efficacement les conséquences potentiellement négatives, il conviendrait de renoncer aux négociations.

Les experts et les universitaires critiquent l'actuel **modèle économique** dominant, qui est selon eux imprécis et trop favorable, d'un point de vue idéologique, à une libéralisation accrue du commerce. Pour obtenir des résultats plus proches de la réalité, l'OMC devrait participer, en coopération avec la CNUCED, l'OIT et d'autres organisations internationales, à une initiative scientifique destinée à élaborer des modèles économiques plus crédibles.

Le **Mécanisme d'examen des politiques commerciales** de l'OMC doit être actualisé pour prendre en compte les violations des normes du travail, en particulier dans le domaine des exportations. Pour soutenir une croissance inclusive, l'OMC devrait encourager ses membres à intégrer effectivement les normes du travail internationalement approuvées à leurs accords et programmes commerciaux. Par ailleurs, les programmes «d'aide au commerce» devraient garantir qu'il y ait des ressources suffisantes pour couvrir les frais d'ajustement et de perfectionnement des compétences pour les travailleurs qui subissent les effets négatifs de la libéralisation du commerce.

Domaines d'action spécifiques du programme actuel de l'OMC:

Action immédiate visant à lutter contre la pandémie de COVID-19

En octobre 2020, l'Afrique du Sud et l'Inde ont présenté une proposition de dérogation temporaire pour tous les membres de l'OMC concernant certaines obligations de l'Accord sur les Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) pour ce qui est de la «prévention, de l'endiguement et du traitement» de la COVID-19. Aux termes de cette proposition, qui bénéficie du soutien de plus d'une centaine de membres de l'OMC, les pays pourraient contourner les obstacles en matière de propriété intellectuelle qui limitent la fabrication et l'approvisionnement de matériel médical en lien avec les diagnostics, les traitements et les vaccins dans le contexte de la pandémie.

La CSI, l'ISP et d'autres FSI s'associent à de nombreuses organisations mondiales de la société civile pour appeler à l'approbation immédiate de la dérogation temporaire à l'Accord sur les ADPIC.

Toutefois, les pays développés disposant de grandes industries pharmaceutiques, tels que les États-Unis, les pays de l'UE, la Suisse, la Norvège, l'Australie, le Canada, le Japon et le Royaume-Uni, rejettent cette exemption en avançant des arguments peu convaincants sur la protection de l'innovation et sur les résultats financiers des entreprises. Leur opposition bloque effectivement la production massive des fournitures et des vaccins indispensables, ce qui met en péril la vie et les moyens de subsistance de millions de travailleurs en prolongeant la pandémie et ses répercussions économiques.

Winnie Byanyima, directrice exécutive de l'ONUSIDA, a interpellé les membres de l'OMC, déclarant qu'on ne pouvait pas «revivre les douloureuses leçons des premières heures de la riposte au sida, lorsque les populations aisées des pays riches retrouvaient la santé, tandis que des millions d'autres personnes dans les pays en voie de développement restaient dans l'ombre.»

En parallèle, les nations développées proposent un accord destiné à éliminer les droits de douane sur les fournitures médicales en guise de réponse de l'OMC face à la pandémie de COVID-19. Or, cet accord ne garantirait pas une distribution équitable des médicaments et du matériel médical, en particulier dans les conditions du marché libre qui autorisent les pays riches à évincer les pays en développement par le biais de prix trop élevés et à accaparer les fournitures disponibles pour leurs propres populations. Au lieu de continuer à libéraliser les chaînes d'approvisionnement médicales, l'OMC devrait envisager des mesures telles que la dérogation à l'Accord sur les ADPIC qui permettrait d'augmenter rapidement le nombre de vaccins et de médicaments essentiels pour en finir avec cette pandémie mondiale.

Négociations sur le commerce électronique

Les syndicats demandent l'abandon des négociations sur le commerce électronique à l'OMC. Les transferts transfrontières de renseignements, le stockage et l'utilisation des données, l'accès aux codes sources, et d'autres questions liées au commerce électronique sont intrinsèquement politiques, dans la mesure où elles vont déterminer la future répartition de la richesse et du pouvoir, l'accès à la technologie et à l'information, la gestion de la désinformation, la qualité de la bonne gouvernance et de la démocratie, les habitudes des consommateurs, l'action pour le climat et, de manière générale, de nombreuses questions en dehors du commerce électronique.

L'OMC, avec son approche réductrice de la réglementation des gouvernements, n'est pas le meilleur endroit pour se mettre d'accord sur l'avenir du travail et de l'économie mondiale. Les propositions formulées par les défenseurs de ces négociations les plus convaincus sont identiques aux demandes des Big Tech. C'est une raison de plus qui justifie la méfiance des syndicats à l'égard de ces propositions.

La CSI et l'ISP ont publié deux rapports au sujet des négociations sur le commerce électronique, qui recensent toute une série de risques concernant le pouvoir de négociation des travailleurs, les inégalités de revenu, la privatisation des services publics, la surveillance sur le lieu de travail, la protection des données personnelles et d'autres risques éthiques pour la société mondiale.

Il faut renoncer au plus vite à ces négociations et, à la place, les gouvernements devraient discuter et approuver des règles et instaurer des institutions propices à la gouvernance mondiale des données dans un lieu d'échanges approprié, avec la participation des partenaires sociaux et dans l'objectif clair de veiller à ce que les technologies reposant sur les données soient disponibles pour tous et qu'elles soient au service de la planète.

Facilitation de l'investissement et disciplines relatives à la réglementation intérieure

Les négociations sur la facilitation des investissements portent notamment sur la prévisibilité et l'objectivité des mesures d'investissement, des procédures administratives et des mécanismes de médiation. Il est tout à fait probable qu'il y ait des recoupements entre les négociations sur les disciplines relatives à la réglementation intérieure et les négociations sur la facilitation de l'investissement, étant donné qu'elles ont toutes deux pour objectif de limiter l'aptitude des gouvernements à élaborer une politique d'investissement, et d'instaurer un environnement favorable aux entreprises qui confère aux investisseurs un pouvoir accru sur les gouvernements. Entre autres espaces de réglementation, les négociations sur les disciplines relatives à la réglementation intérieure concernent les prescriptions et procédures en matière de qualifications et de licences, ainsi que les normes techniques ayant une incidence sur le commerce des services.

Les négociations discutent de la mise en place de normes sur les mesures politiques nationales d'investissement pour déterminer la légitimité de ces mesures. L'expérience du mécanisme de règlement des différends de l'OMC montre que les dispositions vagues de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) – selon lesquelles les disciplines devraient être «fondées sur des critères objectifs et transparents» et qu'elles ne devraient pas être «plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire» – ont retardé, affaibli et paralysé la réglementation. D'autres disciplines, telles que l'accélération des procédures administratives et le traitement des demandes dans des «délais raisonnables» peuvent avoir un effet similaire. Les disciplines qui prennent l'apparence de mesures favorables aux petites et moyennes entreprises (PME), les dispositions se rapportant à l'accès aux médiateurs, et les procédures de plainte des entreprises limitent également l'espace politique de réglementation.

Le mouvement syndical a analysé et critiqué les plans d'un Accord sur le commerce des services (ACS), qui suscite des préoccupations, en particulier face à la rapidité de transformation de la structure de l'économie mondiale. En effet, de nombreux secteurs traditionnels de biens sont redéfinis comme des services – c'est par exemple le cas de l'exploitation minière du fer, qui était considérée comme un commerce de biens, dont le produit était le minerai de fer. Si la définition de l'activité minière est centrée sur la collecte, le nettoyage et le polissage du minerai, et d'autres tâches propres à l'exploitation minière, elle passe dans la catégorie des services, et ce sont les règles de l'OMC sur les services qui s'appliquent. D'après la CNUCED, la numérisation, et plus précisément les technologies telles que l'impression 3D, pourrait reclassifier tous les biens comme des services.

Un accord sur la facilitation de l'investissement et l'adoption des dispositions de l'AGCS au moyen des actuelles disciplines relatives à la réglementation intérieure réduiraient un peu plus l'espace politique des gouvernements pour définir des critères et des politiques qui leur permettent d'attirer des investissements de long terme responsables et productifs. Les investisseurs bénéficient déjà de privilèges curieusement excessifs au titre des traités bilatéraux d'investissement (TBI), qui leur donnent la capacité de contester ponctuellement les réglementations directement auprès du Mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE).

Les gouvernements ont la compétence de prendre des mesures de nature à faciliter, attirer et promouvoir les investissements de manière unilatérale. Il n'y a aucun avantage à confier la politique nationale d'investissement à l'OMC, en particulier lorsque, en même temps, les gouvernements lancent un processus de réforme du très problématique RDIE dans le but d'agrandir leur espace politique et de faire contrepoids au pouvoir des investisseurs.

Les mesures de localisation en matière d'investissement étranger, notamment l'obligation de créer des coentreprises, le plafonnement des prises de participation étrangères, ainsi que le rendement des placements – accompagnées d'objectifs favorisant l'emploi de la main-d'œuvre locale, la formation et le renforcement des compétences, l'approvisionnement en produits locaux – sont des outils politiques fondamentaux qui doivent rester disponibles pour toutes les économies. Dans la réforme de l'OMC, une partie des membres soutient la limitation de ces mesures. Si elle est approuvée, cette approche compromettrait la réalisation des objectifs mondiaux de développement durable. L'OMC devrait accepter de lever toute restriction aux politiques décidées par les gouvernements sur l'investissement direct à l'étranger.

Étant donné que **l'Accord de l'OMC sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC)** limite déjà de nombreuses mesures gouvernementales de ce type et prévoit des périodes de transition, il conviendrait d'éviter toute autre restriction réglementaire. Les membres devraient entamer des négociations pour réexaminer le régime restrictif de l'Accord sur les MIC, dans le seul but de faire en sorte que les mesures politiques de développement soient largement disponibles. Dans tous les cas, les pays sont libres de s'abstenir de favoriser les entreprises locales unilatéralement, s'il est généralement admis que cette mesure attire l'investissement.

Subventions allouées à la pêche

La surpêche est un problème qui menace la pérennité de l'écosystème marin de la planète. Prendre des mesures sur les subventions figurant dans les règles de l'OMC pourrait constituer une avancée dans la bonne direction, à condition que cela respecte le principe de traitement spécial et différencié. Les subventions allouées aux flottes industrielles de grande capacité qui pratiquent la surpêche depuis des décennies ne devraient pas être traitées à égalité avec les subventions versées aux pêcheurs individuels de petite capacité exerçant dans un pays en développement.

Les syndicats demandent aux membres de l'OMC de déterminer des mesures et des limites aux subventions accordées à la pêche de sorte à ne pas porter préjudice aux petits pêcheurs, et d'examiner les subventions à la pêche dans leur ensemble pour y inclure les subventions aux combustibles fossiles et d'autres avantages accordés aux grandes flottes de pêche.

Développement

A fin de contribuir al logro de la Agenda 2030, los miembros de la OMC deberían reafirmar y concluir de manera ambiciosa la Ronda de Desarrollo de Doha y su programa de aplicación.

Le mouvement syndical exhorte les membres de l'OMC, aussi bien les pays développés qu'en développement, à prendre les mesures suivantes: approuver les régimes d'accès préférentiels sous réserve de la mise en œuvre des normes de l'OIT et dans le but d'atteindre les objectifs de l'Agenda du travail décent; concrétiser et mettre en œuvre le plan pour les pays les moins avancés (PMA) signé à Bali en 2013; simplifier les Règles d'origine pour aider les PMA à recourir à l'accès préférentiel aux marchés; autoriser l'accès unilatéral aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour tous les produits des PMA; prolonger indéfiniment la dérogation sur les services pour les PMA; conclure un accord ambitieux pour appliquer concrètement les principes de traitement spécial et différencié et amender le Mécanisme de surveillance afin d'améliorer l'impact des dispositions relatives au traitement spécial et différencié sur le développement.

Agriculture

Le mouvement syndical demande depuis longtemps une réforme de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture. Les accords commerciaux sur l'agriculture ont une incidence considérable sur l'existence d'un milliard de personnes qui vivent des activités agricoles de subsistance. Les membres de l'OMC doivent s'assurer que l'Accord sur l'agriculture garantit la sécurité alimentaire et accroît les revenus et les moyens de subsistance des petits producteurs. Il doit également veiller à ce que les règles de l'OMC sur les subventions à l'agriculture ne traitent pas les pays en développement de façon discriminatoire.

Le mouvement syndical international exhorte les membres de l'OMC à: autoriser les gouvernements à inclure les programmes de détention de stocks à des fins de sécurité alimentaire dans la «catégorie verte» de l'Accord sur l'agriculture; éliminer la distinction des subventions en fonction de la couleur des catégories dont elles relèvent, puisqu'il n'y a pas de justification scientifique à cela; prévoir un mécanisme de sauvegarde spéciale efficace pour aider les pays en développement à réagir face à une hausse des importations; encourager, chez tous les membres, les importations de produits alimentaires provenant des PMA en franchise de droits et sans contingent, à condition que cela ne soit pas préjudiciable à la consommation d'aliments locaux; interdire l'exportation de produits alimentaires à des prix inférieurs au coût moyen de production national; éliminer toute subvention pour le coton, et toutes les autres subventions qui portent atteinte à la sécurité alimentaire et à la production nationale des pays en développement; augmenter le niveau d'aide de minimis autorisée pour les pays en développement, notamment en actualisant la méthode de calcul, en particulier en l'absence d'engagements de réduction au moyen de la Mesure globale du soutien (MGS), et en tenant compte de l'inflation.